

C.A, 29/05/2021, 6050

Identification			
Ref 22367	Juridiction Cour d'appel	Pays/Ville Maroc / Casablanca	N° de décision 6050
Date de décision 29/05/2021	N° de dossier 7624/1201/2020	Type de décision Arrêt	Chambre
Abstract			
Thème Responsabilité civile, Civil		Mots clés Prérogatives des syndicats, Défense des intérêts professionnels, Association ; But poursuivi, Annulation (Oui)	
Base légale Article(s) : 3-7 - Dahir n° 1-58-376 du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association Article(s) : 3 - Dahir n° 1-11-91 du 27 chaabane 1432 (29 juillet 2011) portant promulgation du texte de la Constitution Article(s) : 9 - Dahir portant loi n° 1-74-447 du 11 ramadan 1394 (28 septembre 1974) approuvant le texte du code de procédure civile (CPC)		Source Cabinet Bassamat & Laraqui	

Résumé en français

Attendu qu'il résulte des pièces et éléments du dossier, que l'appelante incidente avait introduit une requête introductive à l'encontre de l'Association Marocaine des Pilotes de Ligne AMPL prise en la personne de son représentant légal dont le siège social est au 28, rue Feredric, Casablanca telles que cette dénomination et cette adresse figurent dans les statuts de l'association objet de l'action en annulation.

Que cette appellation figure dans la requête d'appel en langue française de sorte que le moyen tiré de l'existence d'une seconde association dénommée Association Marocaine Rababina Tairate des pilotes de ligne et le dépôt d'un appel en cause la concernant est mal fondé en l'absence de preuve surtout que le représentant de l'appelante a déclaré au cours de l'audience d'enquête qu'il existe une seule association et que au cours de la procédure en première instance le moyen tiré du défaut de qualité n'avait pas été invoqué.

Attendu que la qualité de l'appelante incidente est établie et que celle-ci peut effectivement introduire une action à l'encontre de l'association tendant à son annulation et sa dissolution en raison des préjudices qui lui ont été causés par les actes illégitimes de cette dernière en application de l'article 7 du Dahir du 15 novembre 1958 qui l'autorise à introduire une action tendant à la dissolution de l'association des demandes de dissolution de l'association si cette dernière est en situation non conforme à la loi, à la

demande de toute personne concernée

Que l'intervention du ministère public au côté de la demanderesse est fondé sur les dispositions de l'article 9 du code de procédure civile qui prévoit les cas dans lesquels son intervention est obligatoire, le tribunal pouvant par ailleurs décider de transmettre le dossier au ministère public pour recueillir son réquisitoire dès lors que l'affaire concerne une association et que l'objet de cette procédure est d'ordonner l'annulation des statuts de l'association et sa dissolution.

Attendu que l'association soutient qu'elle a été constituée conformément à la loi en 1972 et que le parquet n'avait pas contesté le contenu des statuts dans le délai de 60 jours invoquant à cet effet l'exception de prescription.

Mais attendu que ce moyen est mal fondé dès lors que la durée depuis la date de constitution ne peut créer aucun droit légitime et absolu qui interdirait d'examiner la validité des statuts et leur conformité à la loi qui régit les associations.

Qui n'interdit nullement l'introduction d'une action sur le fondement des dispositions de la loi régissant les associations surtout que ces dispositions ne renferment aucune mention sur la prescription.

Que la loi régissant les associations constitue un texte spécial qui déroge aux règles générales prévues par le D.O.C.

Qu'en outre, les agissements contraires à la loi qui régit les associations telles qu'elles figurent dans la requête introductive d'instance ne sont pas frappées de prescription même si elles devaient exister de sorte que ce moyen est mal fondé.

Attendu que l'appelante réfute le fait que ces statuts comporte des dispositions contraires à la loi régissant les associations et soutient qu'elle n'a accompli aucun acte illégitime.

Mais attendu qu'il résulte des pièces du dossier, et surtout des statuts de l'association que son but et l'exercice de son activité en comparaison avec celles qui figurent dans le dahir du 15 novembre 1958 tel qu'il a été modifié et complété ainsi que le dahir régissant les syndicats du 15 juillet 1957 et l'article 3 de la constitution sont contraires aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 4 des statuts, et sont ainsi contraires au but des associations.

Attendu que les articles 3 et 7 du dahir du 15 novembre 1958, définit l'association comme étant une convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices et c'est ce qui distingue l'association des sociétés et des syndicats réglementés par le dahir du 15 juillet 1957 tel que cela résulte de l'article 396 du Dahir régissant les syndicats et de l'article 3 de la constitution.

Que les prérogatives des syndicats sont la défense, l'étude et la promotion des intérêts économiques, sociaux, moraux et professionnels, individuels et collectifs, des catégories qu'ils encadrent ainsi que l'amélioration du niveau d'instruction de leurs adhérents, outre leurs participations également à l'élaboration de la politique nationale dans les domaines économique et social, et leur consultation sur tous les différends et questions ayant trait au domaine de leur compétence, or, les stipulations des alinéa 3, 4 et 5 de l'article 4 des statuts de l'association appelante sont comme suit :

– *Reprendre l'article 4 des statuts alinéa 3, 4 et 5*

Que les intérêts poursuivis par l'appelante constituent une violation des dispositions légales applicables aux associations, et sont exclus de ses prérogatives, puisque octroyées à d'autres entités tel que les syndicats en application des dispositions du Code du travail de sorte que les statuts de l'association sont contraires aux dispositions légales.

Attendu que l'association a poursuivi des activités autres que celles qui lui sont légalement attribués constituent une violation de l'article 36 du Dahir instituant les associations.

Attendu que le fait que cette association se fonde des statuts qui ne sont pas conformes à la loi la met sous le coup de ces dispositions légales tels que l'appel à la grève, les revendications professionnelles, les sommations notifier à l'employeur de rétracter les décisions de révocations prises à l'encontre de 65 pilotes, le port de brassard les manifestations opérées devant le siège de la société, tel que cela résulte de l'invitation à l'organisation d'un référendum à l'effet de prendre la décision d'organiser une grève par la lettre du 30 août 2020, et enfin l'invitation à cette grève dans la presse.

Que l'invitation à programmer une grève constitue une interdiction légale pour les associations et contrevient aux dispositions légales régissant les associations, cette prérogative étant conférée aux syndicats.

Attendu que le moyen tiré du fait que le droit de grève est un droit constitutionnellement garanti est mal fondé dès lors que l'association ne peut organiser des grèves, la loi ayant réglementé son activité, son domaine d'intervention et son but, l'organisation des grèves et l'appel à la grève sont du ressort des syndicats conformément aux dispositions légales en vigueur

Attendu que le moyen tiré de ce qu'il s'agit d'affaires internes inhérentes à l'association et de simples intentions qui n'ont été mises en œuvre est contredit par les éléments et pièces du dossier ainsi que par l'enquête ordonnée à l'effet de vérifier la mise en œuvre des buts poursuivis par l'association tels qu'ils figurent dans les statuts, a permis d'établir que le représentant de l'association a confirmé que la constitution de l'association avait pour but principal d'améliorer la sécurité aérienne à l'échelon national et international, d'améliorer les conditions de travail de ses membres et de conclure des conventions avec les sociétés de location de voiture et les compagnies d'assurances sans pour autant qu'il puisse expliquer avec précision les buts mentionnés dans les statuts de l'association ou réfuter les termes clairs qui figurent dans les statuts et qui contreviennent aux buts reconnus aux associations conformément aux dispositions prévues par le dahir de 1958.

Attendu que le tribunal lorsqu'il a déclaré irrecevable la demande de l'appel incident tendant à l'annulation des actes accomplis par l'association, il a fondé sa décision sur le fait que les contrats objet de la demande d'annulation n'ont pas été produits et qu'en outre ces contrats peuvent avoir créé des droits et des obligations, antérieures au prononcé de l'annulation de la dissolution, vis-à-vis des tiers qui ne sont pas parties à la procédure.

Que ce faisant, la décision d'irrecevabilité ne contredit en rien la décision en annulation et en dissolution de l'association.

Qu'ainsi le jugement entrepris est bien fondé, s'agissant de la décision d'ordonner la dissolution et l'annulation de l'association avec toutes les conséquences qui en découlent.

Attendu que par son appel incident, l'appelante incidente a sollicité la fermeture de tous les locaux de l'association situés au Maroc ainsi que du local se trouvant à ... et de préciser la partie à laquelle l'expert désigné doit remettre le produit de la liquidation, ainsi que les journaux dans lesquels la décision doit être publiée.

Mais attendu que l'appelante incidente a dans sa requête introductive précisée l'identité de la défenderesse, son siège social et c'est ce qui a été repris dans le jugement attaqué.

Attendu en outre que la demande tendant à fermer tous les locaux de l'association qui se trouvent dans le territoire national et déterminer la partie qui doit recevoir le produit de la liquidation, le produit de la liquidation doit être versé au trésor public et toutes les valeurs et pièces doivent être remises au ministère public.

Que la fermeture des autres locaux de l'association est induite par la décision d'annulation et de dissolution qui emporte la fermeture du siège et partant des autres locaux.

Résumé en arabe

في الشكل :

حيث سبق بموجب القرار التمهيدي القاضي بإجراء بحث بالبت بضم الملفين و بقبول الاستئنافين

الأصليين وكذا قبول الاستئناف الفرعي ومقال التدخل الإرادي

في الموضوع :

بناء على أسباب الاستئناف المفصلة سلفا

حيث إن الثابت من وثائق الملفه ومستنداته ، أن المستأنفة فرعيًا تقدمت بمقالها الافتتاحي ضد الجمعية المغربية للطيارين المدنيين وباللغة الفرنسية L Association Marocaine des Pilotes de lignes AMPL في شخص ممثلها بمقرها الاجتماعي ب 28 زنقة فريدريك لومتر ريفيرا الدار البيضاء ، وهو المضمن والمطابق للنظام الأساسي المودع وهو أيضا موضوع دعوى البطلان والحل . وهو ما تم تسطيره ضمن ديباجة المقال الاستئنافي باللغة الفرنسية ، ومن تم يبقى الدفع بتواجد جمعية أخرى تحت اسم الجمعية المغربية لربانة الطائرات والتقدم بمقال إدخال بخصوصها غير ذي موضوع امام عدم إثبات ذلك، خاصة وان ممثل الطرف المستأنف صرح بجلسة البحث عن تواجد جمعية واحدة في هذا المجال ، هذا وان المدعى عليها في المرحلة الابتدائية لم تتقدم بهذا الدفع حول هويتها وأجابت في الموضوع.

وحيث ان صفة المستأنفة فرعيًا تبقى قائمة ونازلة الحال في التقدم ضد الجمعية المستأنفة بدعوى البطلان والحل لما لحقها من ضرر من جراء الفعل الغير المشروع والذي أضر بمصالحها المالية إعمالا لمقتضيات الفصل 7 من ظهير 1958/11/15 وإقامة دعوى حل الجمعية إذا كانت في وضعية مخالفة للقانون بطلب ممن يعنيه الأمر أو بمبادرة من النيابة العامة، وان تدخل النيابة العامة كان تدخلا انظاميا إلى جانب الطرف المدعي، وهو أمر مؤسس قانونا اذ ان مقتضيات الفصل 9 من ق.م.م توضح التدخل الوجوبي للنيابة العامة وكذا التدخل الموازي لها كما تجيز للمحكمة إحالة أي قضية على أنظارها ليسط ملتمساتها مادام أن الأمر يتعلق بجمعية ونطاق الدعوى

هو المطالبة ببطان نظامها الأساسي وحلها.

وحيث دفعت الجمعية المستأنفة انه تم تأسيسها وفق الضوابط القانونية منذ 1972، وان النياية العامة اطلعت على نظامها التأسيسي ولم تطعن في محتوياته داخل الأجل القانوني المحدد في 60 يوما وارتكزت في ذلك على الدفع بالتقادم.

وحيث يبقي التمسك بذلك غير ذي اساس لان طول المدة على التأسيس لا يكسب صاحبه حقا مشروعاً ومطلقاً يحول دون النظر في صحة نظامه التأسيسي ومدى مطابقته مع القانون المؤسس للجمعيات ولا يمنع من إقامة الدعوى وفق الظهير المنظم للجمعيات والذي لم تتضمن مقتضياته قواعد خاصة بالتقادم، وعلى اعتبار أنه نص خاص يقدم على النص العام ولا يمكن بحال أن تطاله مقتضيات قانون الالتزامات والعقود، ومن جهة أخرى فإن ما تم ارتكابه من أعمال غير مشروعة ومخالفة للقانون المنظم والمؤسس للجمعيات والتي حددته المستأنفة فرعياً في عريضة دعوها لم يطلها التقادم على فرض القول بوجوده مما يكون المرتكز عليه في هذا الشق غير ذي أساس من القانون.

وحيث إن المستأنفة تنفي أن يكون نظامها الأساسي مخالفاً للقانون المنظم للجمعيات، وبأنها لم تقم بأي تعدي أو عمل غير مشروع مخالف له.

وحيث إنه بالرجوع إلى وثائق الملف ومستنداته وخاصة النظام الأساسي للجمعية المستأنفة من حيث أهدافها وممارسة نشاطها ومقارنتها مع مقتضيات الظهير الشريف المتعلق بحق تأسيس الجمعيات المؤرخ في 1968/11/15 كما تم تعديله وتتميمه وكذا القانون المنظم للنقابات بموجب ظهير 1957/7/16 وكذا الفصل الثالث من الدستور مع مقتضيات الفقرات 3 و 4 و 5 من المادة 4 من النظام الأساسي فإنها تبقى مخالفة للغاية والأهداف الخاصة بالجمعيات إذ أن مقتضيات الفصلين 3 و 7 من ظهير 1985/11/15 تعرف الجمعية بأنه اتفاق لتحقيق تعاون مستمر بين شخصين أو عدة أشخاص لاستخدام معلوماتهم أو نشاطهم لغاية غير توزيع الأرباح فيما بينهم وهو ما يميزها عن الشركات وعن النقابات المنظمة بظهير 1957/07/16 وفقاً للفصل 396 منه و الفصل 3 من الدستور من حيث أن مهامها هو الدفاع عن المصالح الاقتصادية والاجتماعية والمعنوية والمهنية الفردية منها والجماعية للفئات التي تؤطرها وإلى دراسة وتنمية هذه المصالح وتطوير المستوى الثقافي للمنخرطين كما تساهم في التحضير للسياسة الوطنية في الميدانين الاقتصادي والاجتماعي وتستشار في جميع الخلافات والقضايا التي لها ارتباط في مجال تخصصها بينما مقتضيات الفقرات 3 و 4 و 5 من المادة 4 من النظام الأساسي للجمعية المستأنفة تضمنت العبارات التالية :

- حث المؤسسة المشغلة على الالتزام بالضوابط والقوانين المرتبطة بالمهنة

- مناقشة وتوقيع جميع الاتفاقيات الجماعية وعقود الشغل والتأمين والتحسيس بتطبيقها وهو ما يشكل غايات وأهداف منافية للقوانين المؤطرة للجمعيات وتخرج عن إطاره لإطار آخر خاص بجهات أخرى كالنقابات وبصريح مدونة الشغل ويجعل نظامها في وضعية مخالفة للقانون.

وحيث إن قيام الجمعية المستأنفة بنشاط غير النشاط المقرر لها في القانون الأساسي للجمعيات ووفقاً للفصل 36 من ظهير تأسيس الجمعيات بغض النظر عن قانونيته من عدمه واستنادها على تلك المقتضيات المضمنة بنظامها التأسيسي والمخالفة للقانون يجعله تحت طائلة هذا الفصل كالتلويح بإضراب إنذاري وتقديم مطالب مهنية وملف مطلبية وإنذار للجهة المشغلة قصد التراجع عن تسريح 65 طيار وحمل الشارة والاحتجاج أمام مقر الشركة وهو الواقع الذي تحقق من خلال خطاب داخلي بالدعوة إلى تنظيم استفتاء لاتخاذ قرار بالقيام بالإضراب حسب الرسالة الصادرة عن الجمعية والمؤرخة في 2020/8/30، والدعوة إلى ذلك عبر الجرائد إذ أن الدعوة العلنية للإضراب عمل محذور على المستأنفة بحكم القانون ولا يتماشى مع القانون المؤسس للجمعيات وهو نطاق يخص النقابات، وان الدفع بأن حق الإضراب مكفول للجميع بالدستور فإن عدم وجود قانون منظم له لا يخول الحق للجمعية التي حدد القانون مجال تدخلها وعملها وهدفها أن تلجأ إليه وفق إطار منظم قانوناً، لأنه من المعلوم أن حق الإضراب مضمون وحق الإخطار به والدعوة إليه امتياز مخول وممنوح للنقابات بحكم القانون، كما أن التمسك بأن ذلك أمر يهيم الجمعية و شأن داخلي ومجرد نوايا لم تخرج لأرض الواقع تفنده وثائق

الملف ومستنداته ومجريات البحث المنجز والذي من جملة نقطه التأكد والتحقق من صحة الأهداف المسطرة في النظام التأسيسي للجمعية إذ أن ممثل الجمعية أكد بشأنها أن تأسيس الجمعية يروم فقط إلى الحفاظ على السلامة الجوية وتحسينها والرفع من جودتها على المستوى الوطني والدولي وتحسين شروط عمل أعضائها وعقد اتفاقيات لأعضائها مع وكالات السيارات والابن وشركات التأمين دون أن يوضح ويحدد تلك الأهداف المفصلة ضمن القانون التأسيسي للجمعية المستأنفة بدقة أو ينفي عنها ما تضمنته من ألفاظ واضحة وصريحة و مخالفة لما هو متعارف عليه في أهداف ومقاصد الجمعيات وفق ظهير 1958 .

وحيث أن المحكمة لما ردت طلب المستأنفة بخصوص عدم قبول إبطال التصرفات المنجزة للجمعية كان من جهة لعل الإدلاء بالعقود موضوع الإبطال، ومن جهة أخرى، لأنه لا قضاء إلا في معلوم وإمكانية ان تمس تلك التصرفات حقوقا للغير لم يتم إدخاله وقد يكون قد أنشأ حقوقا والتزامات قبل المطالبة بالحل وبطلان المستأنفة وذلك لا يعني أي تناقض مع بطلان وحل الجمعية وفق المفصل سلفا ، ومن جهة أخرى يبقى الدفع بقول مقال إدخال الغير المقدم ابتدائيا غير ذي

أساس لأنه لم يتم توجيه أية مطالب ضد المدخل ومن جهة أخرى، أن المحكمة ردت شكلا طلب إبطال تصرفات الجمعية المنجزة.

وحيث تأسيسا على المفصل أعلاه يبقى الحكم مؤسسا فيما قضى به بخصوص حل وبطلان الجمعية مع ما يترتب عن ذلك قانونا.

وحيث بخصوص الاستئناف الفرعي فإن المستأنفة فرعيا طالبت بإغلاق أي مقر للجمعية في التراب الوطني وبتحديد منطوقه بإغلاق مقر الجمعية المغربية للطيارين المدنيين وهو المقر الكائن ب 28 زنقة فريديرك لومتر ريفيرا 20100 وتوضيح الجهة الرسمية التي يجب على الخبير أن يسلمها منتج التصفية لها وتحديد الجريدتين وفق ما سطر بمقالها الافتتاحي.

وحيث إن البين من وثائق الملف أن المستأنفة فرعيا حددت هوية المدعى عليها ومقرها الاجتماعي بمقالها وهو ما تضمنه صدر الحكم الابتدائي ومنطوقه ، ولما كان الاستئناف ينشر الدعوى فان ديباجة القرار الاستئنافي تتضمن هوية المستأنفة بالتفصيل حسب ما جاء في مقالها وتحديد مقرها الاجتماعي الذي لا يختلف عن المفصل بالحكم المستأنف مما يكون الدفع غير ذي اساس أساس.

وحيث أن المطالبة بإغلاق أي مقر آخر للجمعية بالتراب الوطني وتحديد الجهة التي يسلم لها الخبير منتج التصفية بالخزينة العمومية للدولة وكل الأموال والوثائق أو غيرها للنيابة العامة والنشر بجريدتين محددين اسما تبقى من آثار ما يترتب قانونا عن حل الجمعية لان الإغلاق إن كان يشمل الأصل فانه بالتبعية يسري على الفرع ، وان الحكم نص على تصفية الموجودات ولمن له الحق فيها وهو أمر مرتبط بتقرير الخبرة المأمور وخلصاتها ويدخل ضمن مجال التنفيذ وهي صلاحيات مخولة لجهات محددة قانونا مما يكون موجبا لردها وتبعا رد الاستئناف الفرعي.

لهذه الأسباب

إن محكمة الاستئناف وهي تقضي علنيا حضوريا وانتهائيا

في الشكل : سبق البت بضم الملفين واعتبار الملف 7624/1201/2020 هو الأصل وشمولهما بقرار واحد وبقبول الاستئنافين والاستئناف الفرعي ومقال التدخل الاختياري.

في الموضوع : برد الاستئنافين الأصلي والفرعي وبتأييد الحكم المستأنف وإبقاء صائر كل استئناف على رافعه وبرفض مقال التدخل وتحميل رافعه الصائر.

Texte intégral
